

Unité départementale de l'Eure  
12 rue de Melleville  
27930 ANGERVILLE LA CAMPAGNE

ANGERVILLE LA CAMPAGNE, le  
26/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Imprimeries IPS**

Route de Paris  
ZA Le Triangle de Pacy  
27120 Pacy-sur-Eure

Références : [référence à compléter](#)  
Code AIOT : 0005800846

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2023 dans l'établissement Imprimeries IPS implanté Route de Paris ZA Le Triangle de Pacy 27120 Pacy-sur-Eure. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Imprimeries IPS
- Route de Paris ZA Le Triangle de Pacy 27120 Pacy-sur-Eure
- Code AIOT : 0005800846
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IPS implantée à Pacy sur Eure fait partie du groupe STF Imprimerie. Elle exerce une activité d'impression dite "de labeur". Le site comporte deux lignes d'impression avec rotatives équipées de sècheurs

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- rejets atmosphériques
- rétention des eaux d'extinction d'un éventuel incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle       | Référence réglementaire           | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------------|-----------------------------------|---|-------------------|
| 6  | Surveillance des rejets | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, | /   | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                          | Référence réglementaire                                    | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
|    |  | article 58-IV  |  |                   |
| 7  | Respect des VLE                            | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21               | /  | Sans objet        |
| 9  | rétenion des futs et récipients            | Arrêté Préfectoral du 11/04/2002, article 3.3.3.2 et 3.1.6 | /  | Sans objet        |
| 10 | rétenion des eaux d'extinction et polluées | Arrêté Préfectoral du 11/04/2022, article 3.1.10           | /  | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle       | Référence réglementaire                          | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------------|--|--|-------------------|
| 1  | Points de rejets        | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49     | /  | Sans objet        |
| 2  | Points de rejets        | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49     | /  | Sans objet        |
| 3  | Surveillance des rejets | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I   | /  | Sans objet        |
| 4  | Surveillance des rejets | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III | /  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit mener une étude en lien avec un organisme habilité pour mettre en conformité les orifices de prélèvements dans les cheminées conformes aux normes en vigueur (cf rapport de mesure)

L'exploitant doit corriger les paramètres de la ligne CONTIWEB 2 pour le rejet en CO qui est de manière récurrent non conforme aux valeurs limites de rejet

L'exploitant doit être vigilant sur la mise sous rétention des futs et récipients contenant des déchets liquides ou pâteux. Sous un délai de 1 mois un bilan des actions de mise en conformité doit être transmis à l'inspection des installations classées

La rétention des eaux d'un éventuel incendie doit faire l'objet de travaux d'entretien: bâche déchirée. La vanne d'obturation de la sortie de la rétention doit être rendue accessible, manoeuvrable et signalée

La rétention des eaux d'un éventuel incendie doit être équipée d'une bouée et d'une échelle pour la sécurité des intervenants.

### 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Points de rejets

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de rejets  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.  |
| <b>Constats :</b><br>Dans l'atelier d'impression constat de deux cheminées reliées aux rotatives avec sécheur.<br>Le site comporte désormais deux oxydeurs thermiques (condiweb ligne 1 et condiweb ligne 2) intégrés dans les machines rotatives. L'oxydeur thermique extérieur a été supprimé. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

### N° 2 : Points de rejets

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de rejets   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.<br>La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée.<br>L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente. |
| <b>Constats :</b><br>Nous avons noté la présence d'une cheminée par oxydeur pour l'évacuation des fumées<br><br>Le débouché des cheminées se fait sur le toit du bâtiment sans obstacles à la bonne dispersion du panache.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

### N° 3 : Surveillance des rejets

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Autosurveillance des rejets   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>I. Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.<br>La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixés, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant nous a remis les rapports de contrôle des années 2012 et 2023.   |

|  |
|--|
| Il n'y a pas eu de contrôle l'année 2022 (oubli/erreur)  |
| L'organisme qui intervient est l'APAVE. L'activité du site lors des mesures est bien mentionnée dans le rapport de contrôle. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

#### N° 4 : Surveillance des rejets

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. |
| <b>Constats :</b><br>Les mesures ont été effectuées par l'APAVE Nord Ouest qui est un organisme habilité pour effectuer les mesures des rejets atmosphériques (arrêté ministériel du 16 décembre 2022 pour les paramètres Vitesse/débit/volume, teneur en vapeur en eau, Nox, CO, O2, COV totaux.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

#### N° 6 : Surveillance des rejets

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Conformité des rejets   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.   |
| <b>Constats :</b><br>Le rapport 2023 et le rapport 2021 n'ont pas été transmis à l'inspection des installations classées à leur réception par l'exploitant.<br>Un dépassement récurrent en monoxyde de carbone a été relevé sur les deux rapports disponibles sans explication de la part de l'exploitant qui n'a pas enclenché d'investigations sur ce point. |
| <b>Observations :</b><br><b>l'exploitant veillera à transmettre les rapports à l'inspection des installations classées accompagnées des actions et proposition d'action en cas de constat de dépassement des valeurs limites d'émission.</b><br><br>L'exploitant remettra ces éléments sous 1 mois les éléments concernant l'installation CONTIWEB ligne2.     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 7 : Respect des VLE

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Conformité des rejets   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.<br><br>Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 :<br>1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ;<br>2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission. |
| <b>Constats :</b><br>Les valeurs limites de rejets sont respectées en sortie des deux installations pour chacune des 3 mesures effectuées en ce qui concerne les COVNM (0,122 mg/Nm3 et < Seuil Détection pour une VLE à 20 mg/Nm3).<br>Un dépassement en CO est noté pour la ligne Contiweb1: 138, 159 et 132 mg/Nm3 pour une VLE de 100 mg/Nm3   |
| <b>Observations :</b><br><b>L'exploitant doit investiguer les raisons du dépassement en CO mesuré pour la ligne CONTIWEB1 et informer l'inspection des installations classées sous un délai de 1 mois</b><br><br>Un bilan du fonctionnement des oxydeurs (voir de leur dimensionnement), notamment par rapport à leur rendement est sans doute nécessaire.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 9 : rétention des futs et récipients

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/04/2002, article 3.3.3.2 et 3.1.6   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, stockage des déchets liquides et pompables  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les déchets liquides avant leur valorisation ou leur élimination, sont stockés dans des récipients (réservoirs, fûts...) en bon état, placés dans des cuvettes de rétention étanches dont la capacité est définie au § 3.1.6 |
| <b>Constats :</b><br>Nous avons relevé plusieurs fûts et récipients GRV rempli d'un liquide noir (encre...) qui ne sont pas stockés sous rétention au niveau de l'aire extérieure de stockage des déchets.  |
| <b>Observations :</b><br><b>L'exploitant remettra sous un délai de 1 mois à l'inspection des installations classées les justificatifs relatifs à la mise en conformité du site.</b>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**N° 10 : rétention des eaux d'extinction et polluées**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/04/2022, article 3.1.10   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rétention des eaux d'extinction incendie  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les eaux pluviales collectées sur les aires étanches et susceptibles d'être polluées seront évacuées vers la réserve incendie, après passage dans un débourbeur déshuileur suffisamment dimensionné. Ce dispositif doit être régulièrement entretenu et les déchets qui y sont collectés doivent être éliminés dans une installation autorisée à cet effet.<br>La canalisation du débourbeur déshuileur sera équipée d'une vanne permettant le confinement d'une pollution ou des eaux d'extinction d'un éventuel incendie |
| <b>Constats :</b><br>Nous avons constaté l'existence d'un bassin de rétention ou aboutissent deux canalisations en provenance du site IPS. Une troisième canalisation dirige le contenu vers le réseau d'eaux pluviales de la collectivité.<br>la bâche du bassin est déchiré en un endroit<br>la vanne d'obturation de la canalisation de sortie n'est pas accessible (regard en béton endommagé), non indiqué et sans organe de manoeuvre de la vanne.<br>la rétention n'est pas équipée de bouée et d'une échelle (sécurité d'un intervenant éventuel)     |
| <b>Observations :</b><br><b>L'exploitant remettra sous un délai de 1 mois les bons de commande des travaux de mise en conformité du bassin et de la vanne d'obturation.</b>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

